

## Une dépression économique et sociale quasi-stationnaire

Les trimestres se suivent et se ressemblent : la situation économique et sociale se dégrade lentement mais sûrement. Au second trimestre 2013, l'économie réunionnaise se trouve toujours sous l'effet d'une dépression quasi-stationnaire de forte intensité.

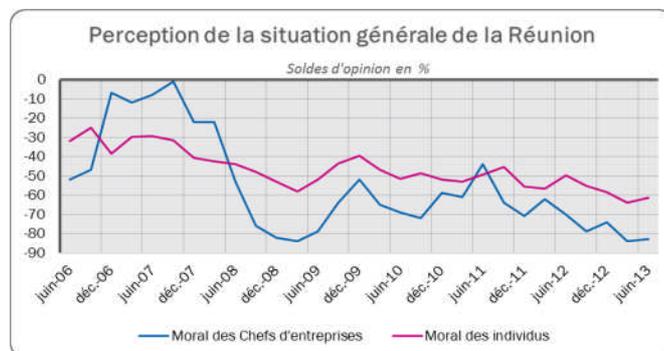
De manière générale, la faiblesse de l'économie créant moins de richesses, le revenu par tête diminue logiquement, générant un appauvrissement moyen des ménages. L'effet sur la demande est néfaste pour les entreprises confrontées à des commandes en berne et des difficultés croissantes de règlement des clients.

Ces perturbations impactent directement la situation financière des entreprises dont les dettes fiscales et sociales représentent encore 1,1 milliards d'euros à fin juin. Les ménages ne sont pas mieux lotis avec une remontée spectaculaire du nombre de dossiers de surendettement ou des interdictions bancaires.

La faiblesse de l'inflation permet toutefois de maintenir le niveau global de pouvoir d'achat, ce qui offre un léger rebond de la perception des ménages et des dirigeants enregistré par sondage fin juin. Mais cet indicateur doit être relativisé compte tenu de son niveau historiquement bas jamais atteint depuis 5 ans.

Déjà confrontée à une détérioration des activités économiques marchandes, l'île est également secouée par des tensions sociales exacerbées qui amplifient encore le pessimisme ambiant. La grève au Port Ouest perturbe ainsi l'économie générale provoquant une paralysie pendant près de trois semaines, précédant une période de fêtes attendue par les commerçants. Le mouvement est suivi par celui affectant l'usine laitière de la Cilam qui se trouve privée d'accès suite à un blocage des grévistes occasionnant une gêne sur toute la filière laitière en amont.

Dans ce même temps, les discussions sociales sont mises à rude épreuve lors des négociations annuelles obligatoires. Dans ce climat morose, seul le secteur public non concurrentiel semble épargné.



Source : IPSOS

Selon l'enquête de conjoncture réalisée auprès des dirigeants d'entreprises, les principales difficultés qui ont le plus freiné l'activité ces six derniers mois sont l'insuffisance de la demande (pour 59 % des répondants) et l'allongement des délais de paiement de leurs clients (34 %).

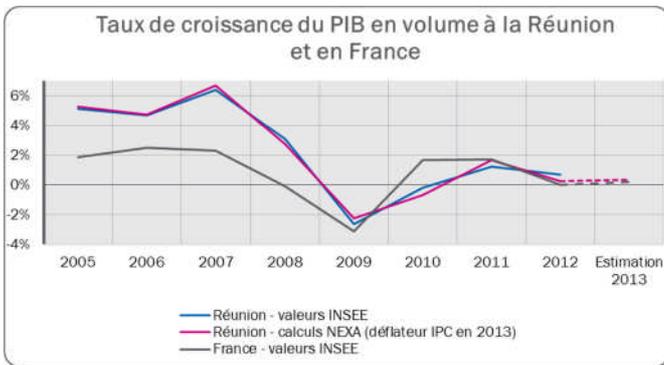
La mise à jour récente des comptes rapides régionaux et les nouvelles données économiques, sociales et financières du trimestre nous ont permis de réévaluer nos estimations de croissance pour la Réunion. Alors que pour 2012, l'INSEE a calculé une évolution annuelle de 0,7%, nous prévoyons maintenant un taux de 0,3% à prix constants pour l'année 2013.

### Sommaire :

- La tendance macro-économique
- La perception sectorielle et empirique
- Les événements marquants récents
- L'enquête auprès des dirigeants d'entreprises
- Les perspectives à court et moyen terme

### Observatoire régional de l'économie

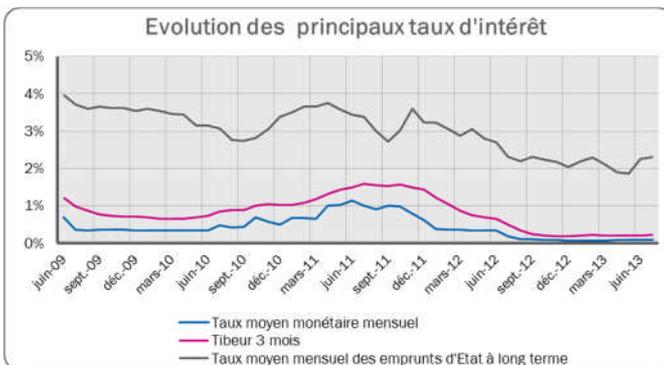
Directeur de la publication : Gaston BIGEY  
 Rédaction : Frédéric LORION  
 Graphiques : Rekha GRIMOIRE  
 Conception et édition : Nexa  
 Contact : [observatoire@nexa.re](mailto:observatoire@nexa.re)



Source : INSEE, Nexa

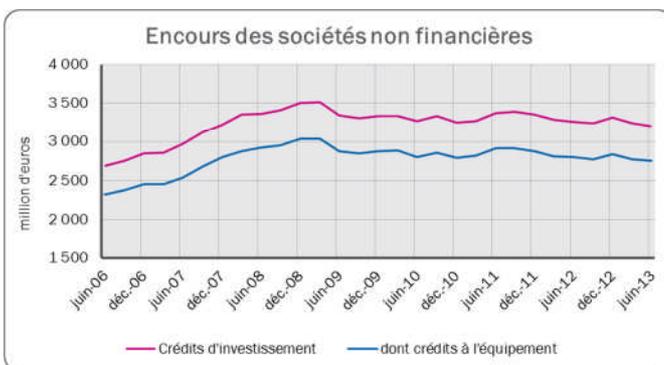
## ◆ L'investissement paralysé

Les principaux taux directeurs sur les marchés financiers ont amorcé une remontée au second trimestre. Le décalage accentué, avec le taux directeur de la BCE inchangé à 0,5%, permet ainsi aux banques de se refinancer à meilleur coût. Pour autant, l'économie réelle ne semble pas en profiter et subit une hausse du coût du crédit limitatif pour des investissements déjà à la peine.



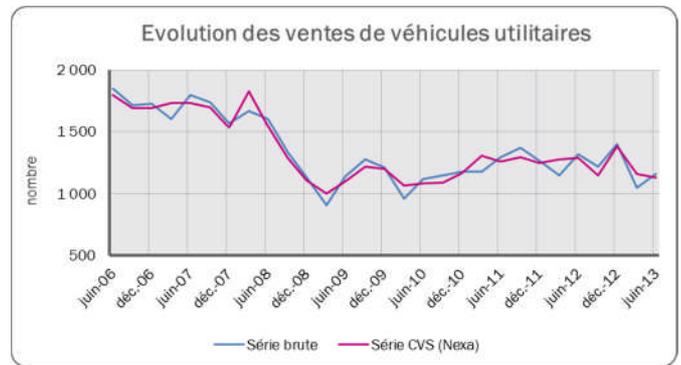
Source : Banque de France

Les encours de crédit (investissement et exploitation) des sociétés non financières affichent ainsi un nouveau repli au second trimestre 2013. Malgré les taux encore très bas qui expriment des conditions avantageuses de financement, la restriction budgétaire est privilégiée par les opérateurs économiques qui cherchent d'abord à se prémunir des incertitudes.



Source : IEDOM

Traduisant ces tendances dans les faits, les commandes d'équipements ou les acquisitions des véhicules utilitaires affichent un net recul en glissement annuel malgré le rebond technique observé par rapport au trimestre précédent particulièrement médiocre : +3% en trimestriel mais -14% en glissement annuel pour les importations de biens d'équipements.



Source : SICR - Fichier central des automobiles

Parmi les entreprises interrogées dans notre baromètre, un tiers ont réalisé des investissements depuis janvier 2013, seules 19 % ayant investi pour un montant d'au moins 10 000 euros. Cette restriction des investissements est la conséquence d'un manque de visibilité sur le marché conjugué à un appauvrissement de la demande.

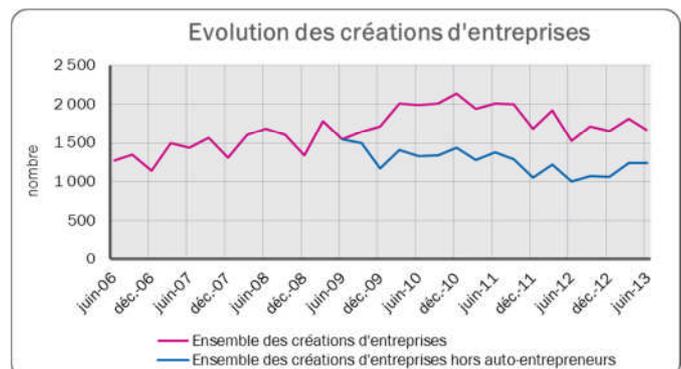
Dans ce contexte, les investissements sont réduits à l'essentiel et orientés vers le maintien des capacités de production : renouvellement des équipements avec, pour quelques acteurs, des gains de productivité au passage. Ainsi, les investissements liés au cadre de travail (immobilier, mise aux normes) sont clairement suspendus.

Plus dommageable à moyen terme, la situation de crise conduit les entreprises à la fameuse « logique de précaution » qui réduit les investissements en R&D et le développement des activités nécessaires pour trouver des relais de croissance.

## ◆ L'entrepreneuriat à la peine

Par le passé et pour échapper à la perte de leur emploi, nombre de salariés licenciés ont cherché à trouver une voie secondaire dans l'auto-entreprise. Ce modèle semble avoir perdu de son attrait, le second trimestre présentant des signes d'essoufflement dans les créations d'auto-entrepreneurs. Par rapport au trimestre précédent, seul le secteur de la construction affiche une évolution positive.

En ne retenant que les statuts juridiques plus classiques de sociétés, la création d'entreprise bénéficie d'un nouvel engouement sur la période mais insuffisant pour inverser la tendance générale. En glissement annuel, l'ensemble des secteurs apparaît en perte de vitesse.



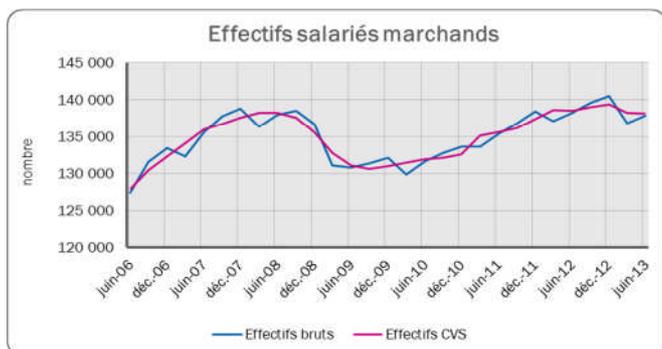
Source : INSEE

## ◆ L'emploi salarié apathique

Près de 80 % des dirigeants de l'enquête d'opinion n'ont pas embauché depuis le début de l'année, du fait d'un marché incertain mais surtout, d'un ralentissement de la demande. Seules 7 % des entreprises affirment avoir recruté, principalement sur des postes de production (dont 61 % concernent des nouveaux salariés).

Les secteurs de la construction et les autres industries ont subi une perte plus importante de leur effectif, tandis que les commerces de détail et de gros ont le plus recruté. Ce dernier souhaite prolonger cette tendance en augmentant davantage ses effectifs salariés dans les prochains mois.

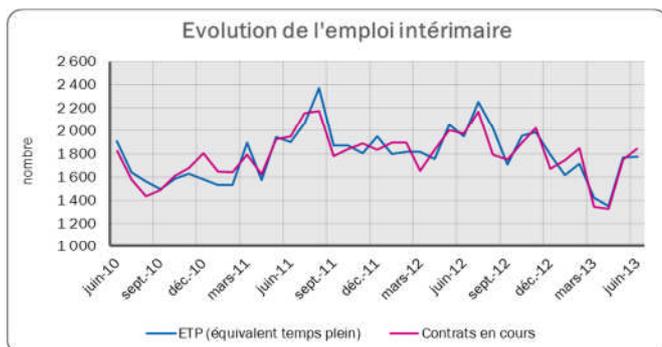
Les salariés continuent de subir les ajustements dans les coupes des entreprises confrontées à la réduction des commandes. Les destructions d'emplois proviennent principalement de la construction et de l'intérim. Au deuxième trimestre, les effectifs enregistrent une nouvelle érosion de 0,5% (-0,3% par rapport à l'année précédente) affectant encore le niveau des emplois dont le seuil reste contenu en deçà des 140 000 salariés sur le premier semestre 2013.



Source : ACOSS

Agissant comme variable d'ajustement des ressources humaines, l'emploi intérimaire au second trimestre 2013 s'inscrit en recul de 15% en glissement annuel, proche de son plus bas niveau depuis 2009.

Malgré cette tendance de fond négative, l'analyse mensuelle des données amène un peu plus d'optimisme en raison d'un vif rebond marqué sur les mois de mai et juin. Dans l'attente d'une confirmation, ce revirement pourrait laisser espérer un regain d'activité dans les prochains mois, tout au moins dans le secteur du BTP, qui espère des mises en chantier de logements sociaux et de constructions publiques.

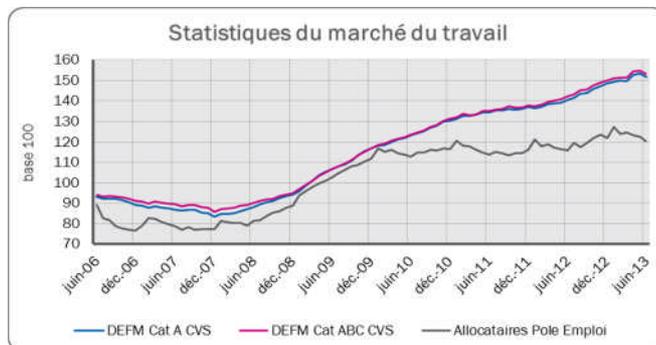


Source : Dares

En parallèle et de manière corrélée, le nombre de

demandeurs d'emploi ne progresse que lentement voire diminue en juin par rapport à avril, le stock s'installant à près de 154 milliers (en catégories A, B et C) au second trimestre.

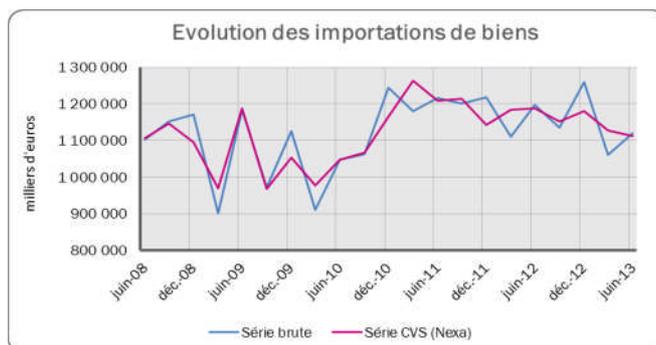
Symptôme d'une certaine désillusion de chômeurs ne se présentant plus à Pôle Emploi et donc rayés des listes, cette stabilité doit également être portée à l'actif des nouveaux contrats aidés, dont plus de 13 000 ont été signés au cours des 6 premiers mois.



Source : DIECCTE - Pôle Emploi

## ◆ Les échanges extérieurs freinés

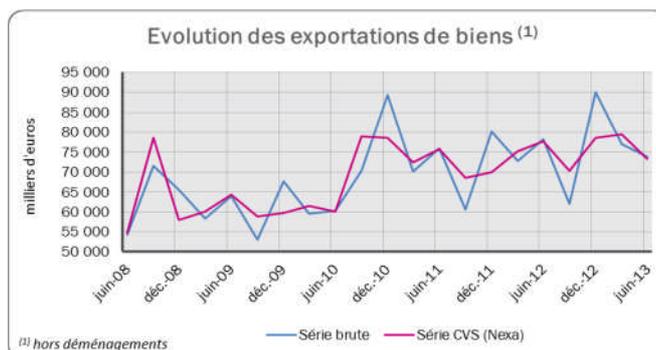
En mai, les 19 jours de grève au Port Ouest ont pu altérer les statistiques douanières, qui présentaient une forte chute suivie d'un rebond en juin. Toutefois, la tendance de fond reste décroissante pour les échanges de notre territoire avec l'extérieur.



Source : Douanes

Au second trimestre, l'évolution saisonnière favorable ne suffit pas à enrayer le mouvement baissier entamé depuis fin 2010. Au total, les biens importés et exportés totalisent 2,347 milliards d'euros, soit un recul de 5% en valeur sur les six premiers mois de 2013 par rapport au premier semestre 2012.

A l'image du ralentissement économique, les importations diminuent de 6,5% en glissement annuel sur le second trimestre et de 5,5% sur le semestre.

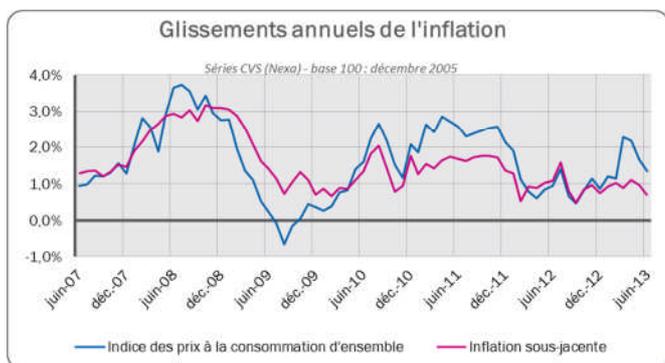


Source : Douanes

Résistant davantage, les exportations se tassent de 0,9% sur le semestre, mais sont affectées par une dégradation au second trimestre de 5,8% en glissement annuel.

### ● L'inflation reste contenue

Les prix à la consommation ont renoué avec la hausse en avril avant de ralentir de nouveau en mai et juin, répercutant le recul des prix des produits pétroliers et de l'alimentation en frais sur la période. Seuls les prix des produits manufacturés et des services progressent sur le second trimestre.



Source : INSEE – calculs Nexa

L'évolution sous-jacente de l'inflation (hors frais et énergie) reste un niveau très bas, inférieur à 1% en

## La perception sectorielle et empirique

(\*) En italique dans la présente note - Tableau de synthèse à la page 9

Notre baromètre économique\* auprès des entreprises réunionnaises de ce second trimestre révèle un niveau d'activité très décevant par rapport à l'année dernière, effet sans doute du blocage du Port du mois de mai.

La demande du marché local reste toujours affaiblie, même si elle s'améliore légèrement par rapport à l'enquête précédente. Ce contexte freine naturellement les recrutements ainsi que les investissements. Réaction d'anticipation probable, le niveau d'utilisation des capacités de production ainsi que le niveau des stocks ont été mieux ajustés.

Malgré le climat morose, les perspectives pour le prochain trimestre semblent plus encourageantes - avec une très faible reprise de l'activité, qui pourrait s'accompagner d'une timide remontée des embauches et des investissements.

Dans le même temps, l'indicateur de rentabilité devrait s'améliorer pour une partie des entreprises, tout comme la perception générale de l'économie réunionnaise.

### ● Les industries face à la faible demande

Pour les industriels des biens de consommation, le chiffre d'affaires est très en retrait ce trimestre par rapport aux prévisions, avec des carnets de commandes peu remplis. Pour autant, les soldes d'opinion ressortent positifs quant à leur niveau d'investissement par rapport au trimestre précédent.

glissement annuel, révélateur d'un faible dynamisme du marché.

Côté immobilier, les prix du marché continuent à reculer et le montant moyen des ventes diminuent par rapport au trimestre précédent, Cette situation affecte essentiellement le secteur ancien tandis que les nouveaux produits se font plus rares sur le marché.



Source : CGEDD/MEDOC

La faiblesse de la demande, prédominante dans le climat économique morose, maintient le niveau des prix dans une évolution générale ralentie par rapport à la croissance démographique.

Pour les prochains mois, ils attendent une légère augmentation du chiffre d'affaires par effet prix et une hausse modérée de l'effectif salarié, ce qui entraînerait une meilleure utilisation des capacités de production.

Les autres secteurs industriels s'estiment également concernés par une dégradation de leur activité, suivie d'une chute de l'effectif salarié. En revanche, de façon contradictoire, ces entreprises semblent avoir augmenté leurs recours à l'investissement et leurs capacités de production au deuxième trimestre.

Au troisième trimestre, selon l'avis des dirigeants, la demande du marché devrait se redresser de manière significative et ainsi contribuer à une progression du chiffre d'affaires. On note également des signes encourageants pour le temps consacré à la formation des salariés au prochain trimestre.

### ● Les transports en attente de jours meilleurs

Contrairement à leurs anticipations plus optimistes, le carnet de commandes des transporteurs de passagers s'inscrit en perte de vitesse significative. En comparaison de la période précédente ; le chiffre d'affaires recule fortement, accompagné d'une baisse de l'investissement et de l'effectif salarié.

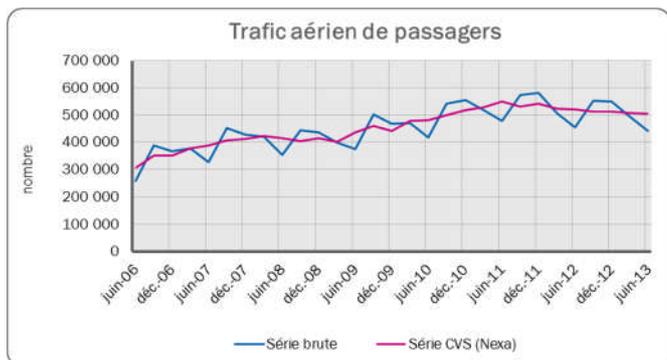
Pour le trimestre prochain, ces acteurs envisageraient tout de même d'accroître leurs sources de financement même si ils restent pessimistes quant à l'évolution de l'activité du secteur.

Le transport de marchandises fait état d'une situation toujours catastrophique. Par rapport à l'enquête d'avril, le chiffre d'affaires et l'investissement se redressent sensiblement sans pour autant sortir de la zone rouge.

Les prévisions de ces transporteurs pour les prochains mois dévoilent des perspectives intéressantes en termes de chiffre d'affaires et de rentabilité. Un tiers s'attend également à un rebond de l'investissement parallèlement à l'embauche qui devrait évoluer de manière positive.

Côté transport aérien, les compagnies accusent une baisse de trafic de 3% par rapport aux six premiers mois de 2012, avec près de 936 000 passagers sur les différents vols longs et moyens courriers. Ce recul concerne essentiellement les destinations de Madagascar et de la Thaïlande tandis que Mayotte progresse fortement et que Maurice se maintient. Les liaisons depuis/vers la France affichent quant à elles un léger tassement de 1% avec 522 000 passagers transportés.

Du point de vue des aéroports, Pierrefonds chute dramatiquement avec 17% de voyageurs en moins sur une année.



Source : Aéroports Pierrefonds et Roland Garros

## ◆ Désenchantement touristique

Depuis le début d'année, le niveau d'activité et la demande du marché restent très en deçà des prévisions malgré des prix revus à la baisse. Les indicateurs de marge et rentabilité des professionnels de l'hôtellerie/restauration accusent un nouveau repli significatif tandis que l'effectif salarié subit une chute non négligeable.

Le carnet de commandes se dégraderait encore pour le troisième trimestre, corroborant le pessimisme des dirigeants quant à leur avenir. Les dernières attaques de requin n'y étant sans doute pas étrangères. Les professionnels anticipent néanmoins un chiffre d'affaires en légère hausse pour le prochain trimestre par effet de saisonnalité.

Plus précisément et en regardant la fréquentation touristique, le second trimestre n'a pas permis au secteur de se relever. Selon l'INSEE, 190 000 touristes ont visité notre île au cours des six premiers mois, un chiffre en diminution de 10% par rapport au premier semestre 2012. Le ralentissement des flux en provenance de la Métropole explique en majeure partie cette détérioration.



Source : INSEE

Sous la contrainte budgétaire des ménages, les durées de séjour se sont également raccourcies amenant moins de dépenses sur le sol réunionnais : les touristes auront dépensé 141 millions d'euros sur la période.

Ce résultat a en outre particulièrement affecté le tourisme d'agrément et d'affaire, touchant ainsi davantage les professionnels locaux de l'hôtellerie. Seul l'hébergement en gîte rural tire son épingle du jeu avec une progression de 36%.



Source : IRT/Observatoire régional du tourisme

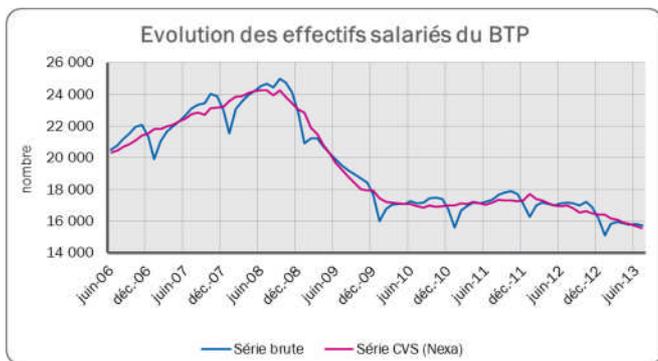
Sauf à trouver de nouveaux marchés émetteurs pour renouveler la demande, les contraintes aériennes (prix et capacités des lignes), les risques naturels et la situation économique de la Métropole ne permettent pas d'entrevoir de réelle amélioration sur ce secteur pour la deuxième moitié de l'année.

## ◆ La construction dans les « starting-blocks »

Dans les entreprises du BTP, on observe un petit signe d'amélioration avec un chiffre d'affaires pour la première fois en légère hausse par rapport au trimestre précédent. Le carnet de commandes laisse également apparaître une situation moins catastrophique que précédemment, manifestation liée à une meilleure perception de l'économie réunionnaise en général.

Néanmoins les perspectives des prochains mois restent toujours sombres avec une demande du marché en déclin, et par conséquent une tension sur les prix qui dégradent les marges.

De façon plus tangible, les données concernant la construction restent dégradées au second trimestre. Symptomatique de la sinistralité de ce secteur, le nombre d'emplois déclarés à la Caisse des Congés Payés du BTP s'enfonce encore davantage sous le seuil de 16 000 salariés à des niveaux jamais atteints depuis 2004.

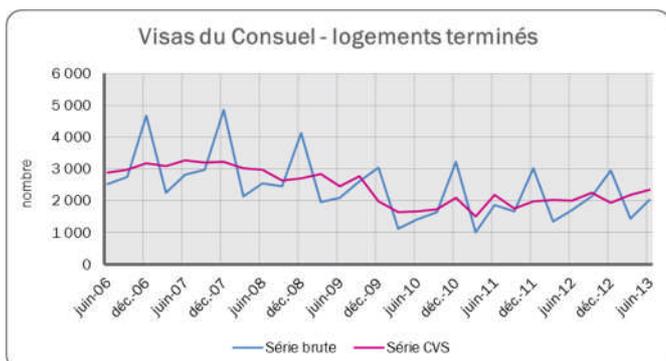


Source : CCP BTP

Tributaire de la commande publique, l'activité pâtit des glissements de mises en chantier par les collectivités et les administrations publiques. A fin juin, 30% des ordres de service prévus ont été lancés pour un montant de 164 millions d'euros.

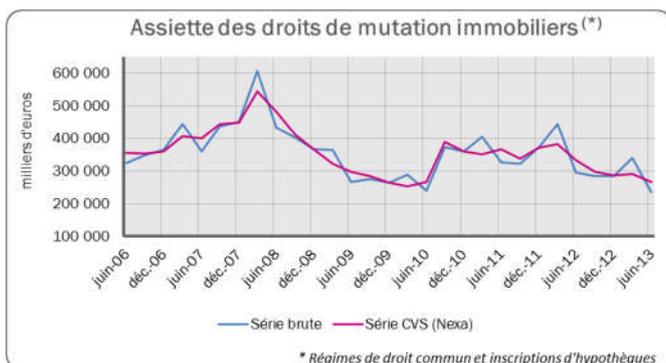
Autre pan essentiel de l'activité, le logement social subit un effet ciseau qui se traduit par une baisse des mises en chantier conjuguée à une hausse des livraisons, et une conséquence logique sur la réduction du stock des encours de travaux.

Au second trimestre, les visas délivrés par le Consuel pour la conformité électrique des logements progressent de 40% par rapport au précédent trimestre, comprenant pour l'essentiel des livraisons de logements collectifs.



Source : Consuel

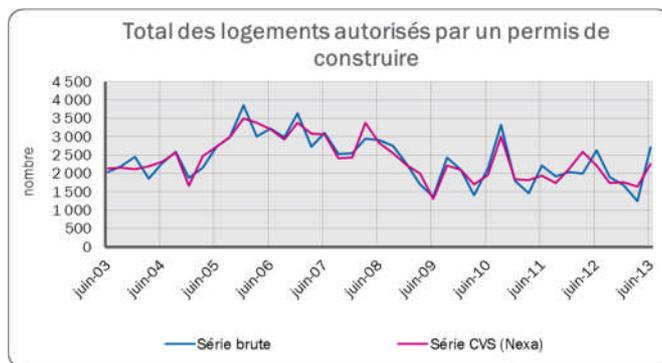
Enfin, le secteur privé, auparavant soutenu par le moteur de la défiscalisation, peine à trouver de nouveaux investisseurs. Moins attractif que les précédents dispositifs, en raison d'un différentiel fiscal resserré par rapport à la Métropole, la loi Duflot Outremer a réduit les opportunités d'investissement et ne permet plus de renouveler l'offre de logement tant dans le collectif que dans l'individuel.



Source : CGEDD/MEDOC

\* Régimes de droit commun et inscriptions d'hypothèques

Une reprise dans les autorisations de construire au second trimestre laisse toutefois entrevoir un certain espoir de relance tant dans les logements (2 717) que pour les locaux non résidentiels (48937 m<sup>2</sup>). Par ailleurs, le secteur maintient un optimisme dans l'attente des grands chantiers liés à la nouvelle route du littoral.



Source : DEAL/Sitadel

### ◆ Les commerces se raccrochent aux soldes

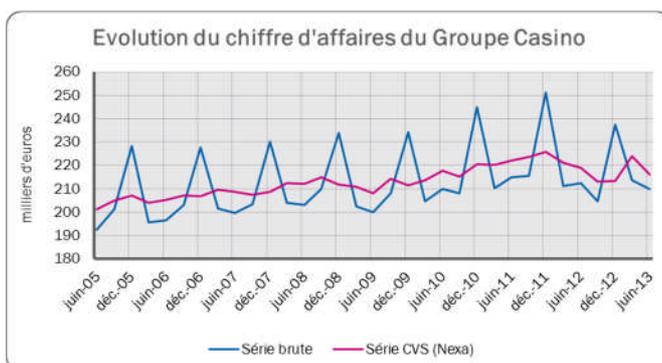
La conjoncture de ce trimestre n'est pas favorable aux commerçants de gros : tous les indicateurs sont en berne en particulier la rentabilité et le carnet de commandes qui sont nettement inférieurs aux niveaux de 2012. Seul l'investissement est en progression mais reste plus faible que le trimestre précédent.

Les dirigeants craignent une stagnation de leur activité pour la prochaine période entraînant un recul de leur marge. Par ailleurs, ils envisagent d'augmenter le recours au crédit bancaire et aux autres sources de financement.

Les commerçants de détail ont de nouveau connu une désillusion au 2ème trimestre suite au blocage du Port qui a perturbé la période des fêtes (fêtes des mères, des pères, communions, etc.). En dépit de cette grève, la demande du marché et la marge se portent mieux qu'en début d'année tout en restant négatives.

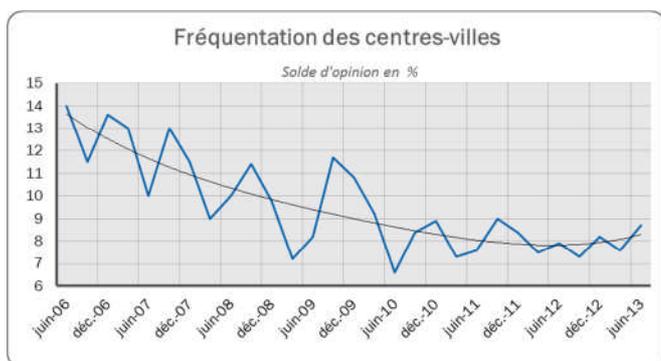
Bien que les prévisions pour les mois à venir ne soient pas propices à un accroissement du chiffre d'affaires, le secteur espère renouer avec une rentabilité positive et un retour de l'embauche.

Reflète du ralentissement général de la consommation, le chiffre d'affaires du groupe Casino et de sa filiale Vindémia pour la Zone Océan Indien (Réunion-Maurice) enregistre une nette baisse au deuxième trimestre.



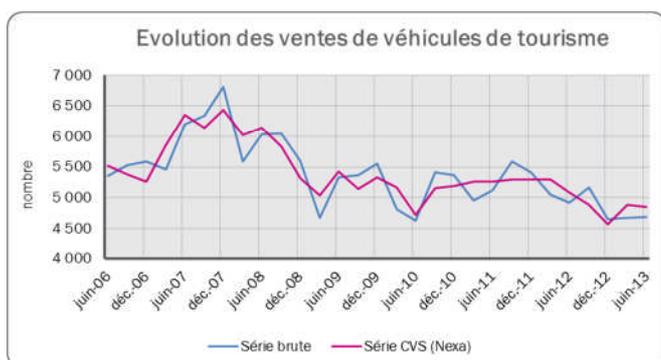
Source : Groupe Casino

Boudant les grandes surfaces et réduisant encore leurs intentions de dépenses, les particuliers se sont davantage tournés vers les centres-villes. Privilégiant leur cercle familial et salon de la maison oblige, Les achats ont davantage été orientés vers la décoration et le bien-être plutôt que vers l'alimentaire et l'habillement.



Source : IPSOS

Ramenées à leur niveau le plus bas depuis 15 trimestres, les ventes de véhicules de tourisme se sont stabilisées au second trimestre. Depuis le début de l'année, profitant d'offres tarifaires encore avantageuses en raison de déstockage de concessionnaires, les particuliers ont privilégié la qualité à la quantité et se sont surtout orientés vers des produits plus haut de gamme.



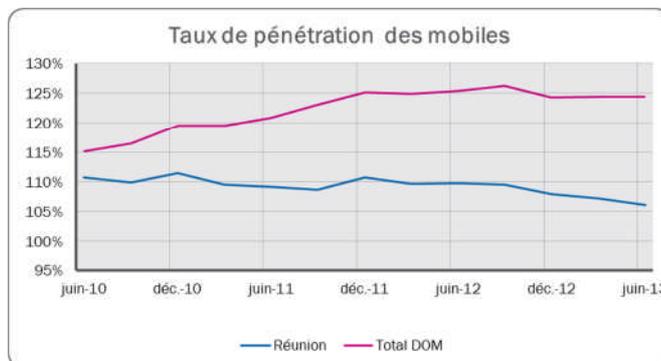
Source : SICR - Fichier central des automobiles

### ◆ Les TIC en ordre dispersé

Selon les entreprises de TIC, le chiffre d'affaires de leur secteur est stable sur le second trimestre tandis que la demande du marché et la marge s'améliorent par rapport à la même période de l'année dernière.

A court-terme, les acteurs font l'hypothèse d'une augmentation des prix qui devrait alors assurer une meilleure rentabilité, et s'attendent à une poursuite de leurs investissements.

En ce qui concerne la téléphonie, le secteur subit une détérioration continue depuis 2012, qui s'accroît au second trimestre 2013. Le taux de pénétration des mobiles revenant au niveau de 100% après avoir culminé à plus de 110% auparavant.



Source : ARCEP

Du côté de la communication, le marché de la publicité à La Réunion a été estimé à 40,7 M€ par l'institut Pigé! de janvier à juin, à périmètre constant et hors médias internet. Ce volume représente une contraction de 9% sur le semestre alors que le premier trimestre affichait un recul de 6%.

En tenant compte des seuls médias numériques (TV et radio), les recettes s'établissent à 22,8 M€ en cumul sur le semestre, en diminution de 2% par rapport au premier semestre 2012.

Ce ralentissement généralisé des dépenses publicitaires indique un arbitrage en défaveur des coûts marketing des entreprises, révélateur d'un contexte économique plus difficile.

### ◆ Les services marchands au ralenti

Pour les autres services marchands, le bilan de notre enquête ce trimestre est très négatif: malgré une faible amélioration de la demande par rapport au trimestre précédent, on constate une perte de l'effectif salarié amorcée depuis fin 2012, ainsi qu'un tassement du niveau d'investissement. Il en résulte une activité qui ne se relève pas de sa situation désastreuse.

Toutefois, la confiance des dirigeants semblerait revenir au troisième trimestre, ces derniers anticipant un besoin en main-d'œuvre et un redressement du chiffre d'affaires.

Affectés par l'affaiblissement simultané de l'offre et la solvabilité de la demande, les professionnels de l'immobilier subissent la crise de plein fouet et ne peuvent que constater une nette diminution des transactions touchant principalement les logements neufs.

Parallèlement, le secteur des services financiers enregistre un nouveau ralentissement des encours de collecte et de crédit auprès des particuliers et des entreprises au second trimestre. Toutefois la gestion des risques semble bien intégrée par les banques dont le résultat progresse au premier semestre.

C'est notamment le cas de la Banque de la Réunion qui publie à fin juin 46,3 M€ de produit net bancaire pour 12,3 M€ de résultat net (en progression annuelle respectives de 5 et 70% !).

# Les événements marquants récents

## Avril

### ◆ Logement social

Au cours du Haut Conseil de la Commande Publique, un accord est trouvé pour garantir les emprunts nécessaires à la construction de logements sociaux à la Réunion. Après l'annonce du Conseil général de ne plus garantir de façon majoritaire ces emprunts, l'accord permet la relance des dossiers avec la répartition de garantie suivante : 7,5% pour la Région, 7,5% pour le Département, 85 % pour les EPCI.

### ◆ Emploi

Le service public pour l'emploi régional (SPER) s'est réuni en Préfecture. À l'ordre du jour : la situation du marché du travail et de l'emploi mais aussi la présentation de nouveaux dispositifs, tels les contrats de génération ou encore le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), qui s'inscrit dans le cadre du pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi.

### ◆ Entreprises

Les représentants respectifs des sociétés Bioalgotral, Séchilienne Sidec et Nexa, ont été reçus au palais de l'Élysée par le conseiller Outre-mer du Président de la République. L'objet de cette entrevue, attirer l'attention du Président sur ce qui devrait devenir une innovation mondiale dès 2015 : une turbine électrique capable d'utiliser du biocarburant à base de micro algues produit à La Réunion en substitution du fuel.

## Mai

### ◆ Entreprises

Les dockers du GIE Sermat entament une grève contre le transfert de l'activité de maintenance des chariots cavaliers à une société concurrente, menaçant 19 emplois. Après 19 jours de paralysie du Port Est et la désignation d'un médiateur par la Préfecture, un accord est conclu. Il concerne le maintien des emplois et un sursis de 6 mois au contrat de maintenance, assorti d'un audit financier des sociétés du GIE.

### ◆ Collectivités

Du 13 au 17 mai se tient à La Réunion la IXème conférence des Communautés de l'Outre-Mer, sur le thème « L'intercommunalité, quel avenir pour les Outre-Mer ? ». Espace d'échange et de réflexion, cette conférence permet aux communautés d'Outre-Mer de définir des positions communes afin d'être force de proposition auprès des instances nationales.

### ◆ Entreprise

La cellule de veille et de soutien aux entreprises, réunie en Préfecture, présente un plan d'action pour lutter contre les dettes sociales et fiscales des entreprises, qui s'élèvent à près de 1,2 milliards d'euros. Ce plan s'adresse aux entreprises dont la durée de la dette est inférieure à 36 mois, aux entreprises structurellement viables et à celles faisant preuve d'une certaine "orthodoxie".

### ◆ Tourisme

L'hôtel réunionnais du groupe mauricien Lux\* Resort, le Lux\* Ile de La Réunion, s'est vu remettre le prix de « meilleur hôtel de l'île de La Réunion » au cours des World Travel Awards. Ces récompenses sont décernées par les professionnels de l'industrie du tourisme du monde entier et reconnaît l'excellence sur les 12 derniers mois.

### ◆ Coopération régionale

Du 23 au 26 mai, 38 entreprises réunionnaises participaient à la 8ème édition de la Foire internationale de Madagascar, à Tananarive. En partenariat avec le Club Export et Ubifrance ainsi qu'avec le soutien de la Région Réunion.

La Banque de la Réunion a signé des accords de partenariat avec la Banque des Mascareignes (Maurice) et la BMOI (Madagascar) pour le développement économique régional. Ils visent à favoriser l'accompagnement de leurs clients dans leurs opérations internationales et leurs investissements dans la région.

### ◆ Innovation

Une équipe d'étudiants réunionnais arrive en deuxième position des « 24h de l'innovation ». Cette compétition internationale relayée à La Réunion par l'Esiroi (Ecole supérieure d'ingénieurs de La Réunion et de l'Océan Indien) et le lycée Lislet-Geoffroy consiste à concevoir et à présenter un projet innovant dans un délai de 24h.

### ◆ Législatif

Le Sénat adopte la proposition de loi portant sur l'équité de la teneur en sucre des aliments dans les départements d'Outre-mer et d'Hexagone. Cette loi prévoit également que la date limite de consommation soit identique entre les produits destinés aux marchés ultramarins et ceux destinés au marché hexagonal.

## Juin

### ◆ Entreprises

Canal+ Overseas et le Groupe Loret annoncent la signature d'un accord portant sur une prise de participation majoritaire de 51% par la filiale de Vivendi Universal dans le capital du fournisseur d'accès à Internet Médiaserv. Celui-ci est présent à La Réunion, mais aussi en Guadeloupe, Martinique et Guyane.

Après 10 jours de grève et de blocage de l'accès à l'usine de Saint Pierre, les salariés de la Cilam et leur direction, aidés de 3 médiateurs, parviennent à un accord comprenant une augmentation de 1,5 à 2,3 % pour les plus bas salaires, une prime salariale mensuelle et autres avantages.

### ◆ Coopération régionale

Au cours du voyage inaugural de la ligne Réunion-Chennaï par Air Austral, le président de Région Didier Robert a signé une « déclaration d'intention » avec la Indian Oil Corporation Ltd pour une collaboration en matière de gaz et de carburant.

# L'enquête auprès des dirigeant(e) d'entreprises réunionnaises

## Méthodologie :

Réalisée auprès d'un panel de 300 entreprises (30 par secteur d'activité) du 19 juin au 24 juillet 2013 par l'institut IPSOS pour le compte de Nexa, l'enquête présente les soldes des opinions des chefs d'entreprises des principaux secteurs d'activité selon plusieurs axes d'analyse. Les résultats sont redressés selon les données de l'INSEE (établissements actifs au 31/12/2009) :

- Au niveau global, en fonction du poids réel de chaque secteur d'activité
- Par secteur d'activité, en fonction du poids de l'effectif salarié



Baromètre 2T 2013	CAPACITE DE PRODUCTION	CHIFFRE D'AFFAIRES	DEMANDE DU MARCHÉ	EFFECTIF SALARIE	FORMATION	INVESTISSEMENT	MARGE ET RENTABILITE	PRIX DE VENTE	SOURCES DE FINANCEMENT	STOCK	ECONOMIE REUNIONNAISE
<b>VS TRIMESTRE NORMAL</b>											
Industrie Biens de conso.	25%	-24%	-44%	-26%	11%	-6%	-37%	-3%	3%	-4%	-74%
Industrie Autres	6%	-8%	-37%	-19%	14%	13%	-42%	-23%	-12%	5%	-70%
Commerce de détail	-14%	-37%	-19%	4%	-2%	9%	-22%	-19%	1%	-16%	-65%
Commerce de gros	-11%	-21%	-31%	-20%	-18%	13%	-61%	-18%	1%	-6%	-74%
Construction	-8%	-29%	-43%	-13%	-17%	-27%	-58%	-9%	-20%	-12%	-73%
Transports marchandises	-32%	-15%	-26%	-15%	-11%	-12%	-28%	-6%	5%	0%	-38%
Transports passagers	-6%	-47%	-53%	-9%	0%	-17%	-40%	-5%	-13%	0%	-73%
TIC	-12%	-14%	-8%	-12%	-11%	-5%	-17%	-3%	0%	9%	-56%
Hôtels et restaurants	-32%	-43%	-57%	-14%	4%	-21%	-38%	-2%	-12%	-9%	-87%
Autres services marchands	-5%	-52%	-51%	-16%	-4%	-17%	-40%	-20%	-8%	-15%	-84%
TOTAL	-8%	-36%	-40%	-13%	-5%	-8%	-40%	-15%	-7%	-10%	-75%
<b>VS TRIMESTRE précédent</b>											
Industrie Biens de conso.	-18%	3%	-37%	-26%	2%	13%	-40%	-19%	-10%	-13%	-61%
Industrie Autres	7%	-43%	-30%	-13%	7%	9%	-29%	-23%	-5%	5%	-58%
Commerce de détail	0%	-40%	-29%	-5%	-5%	3%	-15%	-11%	-6%	-2%	-54%
Commerce de gros	-18%	-14%	-16%	-6%	-13%	-10%	-53%	-21%	-16%	-18%	-50%
Construction	-14%	3%	-23%	-19%	-11%	-28%	-22%	-15%	-26%	-8%	-24%
Transports marchandises	-19%	-16%	-12%	-14%	-10%	4%	-21%	0%	-1%	0%	-42%
Transports passagers	-5%	-30%	-39%	-5%	-4%	-11%	-35%	1%	-12%	0%	-59%
TIC	-3%	0%	-5%	-3%	-3%	6%	-14%	-12%	0%	6%	-59%
Hôtels et restaurants	-22%	-31%	-46%	-20%	-4%	-25%	-43%	-9%	-16%	-17%	-67%
Autres services marchands	-5%	-40%	-36%	-12%	-1%	-9%	-24%	-13%	-5%	-8%	-72%
TOTAL	-7%	-27%	-30%	-12%	-4%	-8%	-28%	-14%	-10%	-7%	-57%
<b>VS TRIMESTRE Prochain</b>											
Industrie Biens de conso.	13%	8%	-4%	9%	9%	-2%	-4%	11%	2%	-2%	-18%
Industrie Autres	9%	12%	16%	0%	19%	-10%	-2%	-6%	-8%	1%	-31%
Commerce de détail	3%	-1%	-5%	1%	10%	6%	6%	-3%	-8%	-4%	-34%
Commerce de gros	0%	0%	-1%	-8%	-1%	4%	-11%	0%	7%	-13%	-34%
Construction	0%	-8%	-9%	-15%	-20%	-13%	-28%	-17%	-13%	-5%	-24%
Transports marchandises	0%	12%	0%	4%	-1%	28%	12%	-1%	11%	-5%	-26%
Transports passagers	0%	-13%	-5%	-5%	8%	-11%	-11%	6%	13%	0%	-20%
TIC	0%	5%	0%	6%	9%	9%	15%	12%	0%	-3%	-32%
Hôtels et restaurants	-7%	6%	-16%	-1%	-5%	15%	-16%	-2%	1%	-7%	-42%
Autres services marchands	8%	4%	-8%	12%	-10%	7%	-4%	8%	7%	0%	-24%
TOTAL	4%	2%	-5%	2%	-4%	2%	-6%	0%	0%	-4%	-29%

## Exemple de lecture du tableau :

: représente l'évolution des valeurs issues des enquêtes précédentes, avec les points hauts (foncés) et les points négatifs (clairs).

**-74%** : représente l'écart entre les industriels de biens de consommation qui pensent que l'économie réunionnaise

se porte mieux au second trimestre 2013 par rapport aux prévisions faites, et ceux qui pensent qu'au contraire l'économie locale s'est dégradée en ce milieu d'année. Par conséquent, un solde d'opinion négatif traduit un plus grand nombre d'entreprises pessimistes quant à l'indicateur concerné.

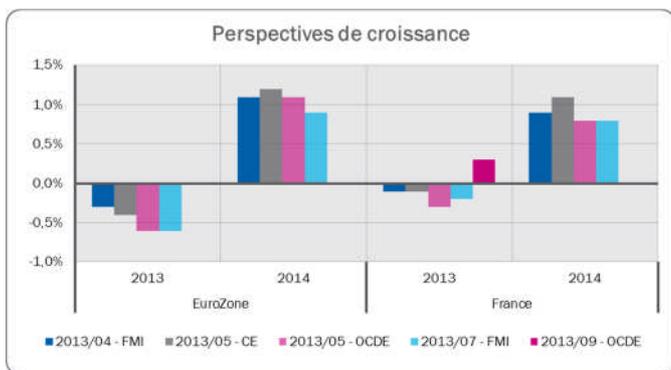
# Les perspectives à court et moyen terme

## ◆ L'influence nationale et européenne

Sans parler véritablement de reprise, la sortie de récession dans la zone euro et notamment en France au second trimestre 2013 a remis un peu de baume au cœur des économistes.

Rompant avec une série d'évolutions défavorables, ce rebond providentiel permet ainsi aux agences statistiques de réévaluer leurs estimations de croissance annuelle à la hausse. C'est particulièrement le cas de l'OCDE qui bascule dans l'optimisme et table dorénavant sur une croissance de 0,3% en France en 2013 (contre 0% en mai).

Le réajustement des prévisionnistes, basé sur la méthode de croissance acquise et sur l'hypothèse d'assouplissement de la pression européenne, suppose cependant une reprise durable. Le bon résultat du second trimestre devra donc être confirmé sous peine d'une désillusion collective.



Source : Communauté Européenne, FMI, OCDE

Les nombreux avertissements relayés dans la presse économique sur les risques et la fragilité de la croissance notamment en Europe doivent nous rendre particulièrement attentifs. Le ralentissement de l'inflation en zone Euro à un taux s'approchant de 1% peut ainsi inquiéter sur les risques de déflation, lesquels sont apparus en Grèce, avec des taux négatifs depuis 5 mois consécutifs.

D'autres risques, politiques et sociaux, sont également à prendre en compte. Notamment pour les pays européens encore en crise, tels que l'Espagne, le Portugal ou l'Italie. Les politiques d'austérité sévères et les conséquences sociales qui y sont à l'œuvre peuvent à tout moment déraiser et gripper encore davantage leur fonctionnement. Ce d'autant plus que leurs niveaux d'endettement demeurent élevés.

Pour le cas de la France, rappelons que ce bon résultat est à mettre au crédit de facteurs exceptionnels par rapport aux autres pays d'Europe. Une reconstitution des stocks par les entreprises et un maintien de la consommation des Français, principalement en matière

d'énergie en raison d'un hiver prolongé, mais aussi soutenu par une inflation ralentie. Or la pression fiscale et les mesures d'austérité risquent de peser sur ces facteurs de croissance pour la suite de l'exercice et davantage encore l'année prochaine.

Le gouvernement a d'ailleurs réaffirmé son engagement vers la réduction du déficit budgétaire en dévoilant les mesures du projet de loi de finances 2014, ainsi que son programme budgétaire à l'horizon 2017. Les mesures proposées envisagent respectivement 15 milliards et 60 milliards d'euros de nouvelles économies sur les deux périodes.

Ces efforts prévoient de limiter la hausse des dépenses publiques de 0,2 points de PIB par an de 2015 à 2017, soit un niveau 2 fois plus faible que celui du budget 2014.

La fiscalité des entreprises est particulièrement attendue par le monde économique. L'instauration d'un nouvel impôt sur l'excédent brut d'exploitation conditionné à un seuil de chiffre d'affaires de 50 millions d'euros devrait toutefois épargner les TPE. Touchant davantage la consommation, les mesures concernant les ménages (TVA, réforme des retraites et abaissement du quotient familial) risquent encore de freiner leurs dépenses l'année prochaine.

Malgré cet ambitieux programme, fin 2014 la dette publique française atteindra 95,1% du PIB (contre 77,6% fin 2009) et la charge des intérêts aura augmenté à 46,7 milliards d'euros, dépassant le part consacrée à l'enseignement scolaire prévue à 46,3 milliards d'euros...

## ◆ Les annonces du budget outremer

En ce qui concerne La Réunion, malgré des lignes non figées, elle pourrait compter sur un budget pour l'Outremer en hausse de 1% (contre 5% en 2013), à 2,01 milliards d'euros, orienté vers les aides aux entreprises et au logement social.

Bien entendu, cette proposition propre à la rue Oudinot n'intègre pas les coupes des autres ministères qui peuvent toucher les DOM-COM dans un souci de « participation à l'effort national de maîtrise des dépenses ». Il en va ainsi de la défiscalisation, répertoriée dans la dépense fiscale.

D'autres mesures inquiètent les entrepreneurs, telle que la prise en compte du périmètre du groupe dans les calculs de seuil de défiscalisation. Aussi et paradoxalement, contrairement à ce qui se passe au national, il est demandé en contrepartie du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi en outremer la remise en cause de la réduction des exonérations de charges dorénavant réservée aux bas salaires.

# L'observatoire régional de l'économie

L'Observatoire Régional de l'Economie met en œuvre un dispositif de suivi et d'anticipation quant à l'évolution des différents secteurs économiques de l'île de la Réunion. Les activités de l'observatoire permettent aux décideurs, aux institutionnels et au grand public d'obtenir des informations actualisées, de repérer les opportunités de développement et de favoriser une vision à long terme, relatives à l'économie réunionnaise intégrant ses dimensions sociétales et environnementales.

Les actions de l'observatoire s'organisent autour de quatre priorités :

- Agrégation de l'information statistique territoriale
- Production de données stratégiques
- Réalisation de notes conjoncturelles et études sectorielles transversales
- Observatoire de l'innovation

## Travaux en cours

### Etudes de faisabilité sur le développement de filières économiques

#### ◆ **Tourisme adapté**

L'étude, menée par le groupement ENVIRONNEMENT PARTENAIRE et ALTEA, s'intéresse aux personnes en situation de handicap, aux personnes souffrant d'une pathologie et aux personnes à la recherche de bien-être. Après une première phase de diagnostic, la seconde phase de l'étude « stratégie » suit son cours. Dans le cadre de son élaboration, des ateliers participatifs ont réuni les acteurs des filières sur les thèmes du handicap, de la santé et du bien-être

#### ◆ **Agriculture biologique**

Cette filière qui concerne les produits alimentaires mais aussi les plantes aromatiques, médicinales et à parfum, pourrait s'adresser à la fois à la demande locale comme à l'exportation, via la transformation locale. L'objectif transversal de cette étude, réalisée par le cabinet CYATHEA, est l'identification et la mobilisation des acteurs économiques tout au long de la filière à conforter. Les acteurs considérés sont les acteurs clés de l'ensemble des sphères agricoles biologiques (y compris en conventionnel) permettant d'aborder la problématique dans sa totalité.

## Très prochainement :

#### ◆ **Le microcrédit professionnel à La Réunion**

Présentant un panorama complet du dispositif local et des différentes institutions, le dossier offrira un bilan de la production en 2012 ainsi que son évolution depuis plus de 5 ans. Il intègre les retombées sociales en termes d'entreprises, d'emplois créés et/ou maintenus mais aussi l'impact financier et l'effet de levier des crédits bancaires associés.

## Publications déjà disponibles :

#### ◆ **Panorama des industries agro-alimentaires à la Réunion**

En partenariat avec la Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt de la Réunion, Nexa publie un panorama complet des industries agroalimentaires à la Réunion en 2010.

#### ◆ **Les notes de conjoncture 1T 2013, 4T 2012**

L'Observatoire économique de Nexa publie sa note de conjoncture retraçant la tendance macro-économique de La Réunion chaque trimestre, les faits marquants et les perspectives à court et moyen terme. Elles incluent les résultats des enquêtes auprès des dirigeants d'entreprises réunionnaises.

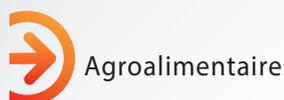
Pour en savoir plus : [www.nexa.re/observer-la-reunion](http://www.nexa.re/observer-la-reunion)

# NEXA Agence Régionale de Développement, d'Investissement et d'Innovation

## VISION

En tant qu'accélérateur de projets de La Réunion, NEXA a pour rôle d'accompagner le développement économique du territoire et d'en accroître l'attractivité.

L'action de NEXA vise à renforcer la compétitivité et la durabilité de l'économie réunionnaise dans les domaines piliers de la stratégie régionale :



Agroalimentaire



Technologies de l'Information  
et de la Communication (TIC)



Energies renouvelables  
Environnement



Tourisme

## DES MÉTIERS INTERCONNECTÉS

Pour assurer ses missions, NEXA s'appuie sur des métiers interconnectés et centrés sur la prospective, l'animation de réseaux, la veille, l'ingénierie de projets, la mise en œuvre d'actions de promotion et la contribution à la structuration de nouvelles filières.



AGENCE RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT  
D'INVESTISSEMENT ET D'INNOVATION

### CONTACTEZ NOUS

62, Boulevard du Chaudron - BP 60030 - 97491 Sainte Clotilde Cedex  
Tél. +262 262 20 21 21 / Fax +262 262 41 00 26

[observatoire@nexa.re](mailto:observatoire@nexa.re)

[www.nexa.re](http://www.nexa.re)

